



# bat télévisé entre les candidats à l'Elysée

sur TF1, un exercice totalement inédit sous la V<sup>e</sup> République  
campagne n'a pas encore réellement démarré du fait de l'affaire Fillon.

## Un temps fort dans une campagne tronquée



Benoît Hamon.  
Photo Joel Saget/AFP



Jean-Luc Mélenchon.  
Photo Joel Saget/AFP

nationale après négociation avec nos partenaires européens et référendum six mois après sur l'appartenance à l'Union européenne. Mais près des trois quarts des Français restent attachés à la monnaie unique. Surtout, le retour au franc est extrêmement risqué : le prix à payer en termes d'inflation et de taux d'intérêt sera élevé. Jean-Luc Mélenchon, lui, ne milite pas clairement pour une sortie de l'euro. Il dit ne vouloir que renégocier les traités européens. Toutefois, s'il fallait aller à l'extrémité d'une sortie de l'euro, « on irait, mais ce n'est pas ma position », a-t-il avoué sur Europe 1. Ce point « sera tranché par le peuple français », a-t-il promis. Une position finalement très proche de celle du FN.

● FAUT-IL PLUS OU MOINS

**DE FONCTIONNAIRES ?**  
Vivier d'électeurs ou levier d'économies, les fonctionnaires sont un sujet incontournable pour les candidats. François Fillon a fixé son plan d'économies à 100 milliards sur cinq ans avec l'objectif de 500.000 suppressions d'emplois publics parallèlement au passage aux 39 heures. Ces suppressions ne toucheront pas les personnels soignants des hôpitaux, ni les forces de sécurité, pour lesquelles il envisage des recrutements (5.000). Emmanuel Macron prévoit, lui, 120.000 suppressions de poste (dont 70.000 dans les collectivités), en sanctuarisant les effectifs des hôpitaux. Il envisage aussi de recruter 10.000 policiers et gendarmes. C'est un point commun à tous les candidats. Marine Le Pen veut en recruter 15.000, sans suppression



### Les règles du débat

- **Diffusion** : à partir de 21 heures sur TF1 et LCI.
- **Durée** : au moins 2 heures 30.
- **Thématiques** abordées (dans l'ordre) : société, économie et international. Chacune durera entre 45 et 50 minutes.
- **Ordre de prise de parole** (par tirage au sort) : François Fillon, Jean-Luc Mélenchon, Emmanuel Macron, Marine Le Pen et Benoît Hamon.
- **Temps de parole** : 1 minute 30 par candidat pour l'introduction et la conclusion. Pendant le débat, deux minutes pour répondre, possibilité de se faire interpellé par un adversaire à partir de 90 secondes.
- **Public** : 420 personnes, chaque candidat a pu inviter 36 soutiens maximum.

de postes par ailleurs. Pour Benoît Hamon, les forces de sécurité seront dotées de 10.000 postes de plus par an, 40.000 pour les professeurs avec une revalorisation salariale. Jean-Luc Mélenchon, lui, veut titulariser les contractuels, recruter des enseignants et revaloriser les salaires de 6,7 %.

### ● LE REVENU UNIVERSEL DOIT-IL ÊTRE MIS EN PLACE ?

Comme il l'avait fait durant la primaire, Benoît Hamon ne manquera pas de mettre en exergue sa proposition de revenu universel. Devenue une mesure de soutien au pouvoir d'achat et non plus une réponse à la rarefaction du travail, elle permettrait d'« augmenter automatiquement » dès 2018 le revenu de « 19 millions de Français ». Financée

par une réorientation des crédits du CICE et du pacte de responsabilité, mais aussi par du déficit, elle coûterait selon lui 35 milliards à l'horizon 2022. Le candidat du PS fait le pari d'une relance keynésienne. Ce qui le distingue, veut-il montrer, de François Fillon et d'Emmanuel Macron. Le candidat de la droite y voit avec la taxe sur les robots « la garantie pour la France de rester au bord de la route du progrès ». Lui prône toutefois une allocation sociale unique, conditionnée, rassemblant les prestations sociales existantes. Emmanuel Macron a moqué une mesure qui « existe déjà [...] : le RSA ». Jean-Luc Mélenchon a aussi raillé « un RSA amélioré », disant préférer mener le combat du plein-emploi.

### ● COMMENT RÉFORMER LE SYSTÈME DE RETRAITE ?

L'âge légal est au cœur des désaccords. Pour Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon, le retour à la retraite à 60 ans s'impose. Ce dernier a expliqué qu'il suffirait de donner aux femmes le même salaire qu'aux hommes à travail égal pour financer cette dépense. A l'inverse, François Fillon veut augmenter l'âge légal à 65 ans mais en conservant l'âge de la fin de la décote à 67 ans. Quant à Benoît Hamon, il ne veut pas rouvrir la boîte de Pandore des réformes des retraites. Là où son rival de droite veut supprimer le compte pénibilité, lui veut l'intégrer pour le calcul des cotisations. Emmanuel Macron souhaite mettre en place un système de retraite universel à points, faisant de facto disparaître les régimes spéciaux, comme le promet François Fillon. Il permettrait de donner le même montant de pension pour tout euro cotisé quel que soit le statut de l'assuré.



**Lire l'éditorial de Dominique Seux**  
Page 10

### Après un début de campagne étouffé par les affaires, cinq candidats jouent gros en débattant ce lundi sur leur projet.

C'est une première dans l'histoire de l'élection présidentielle en France. Après les primaires de la droite et du PS, les cinq candidats les mieux placés dans les sondages sont invités ce lundi à débattre sur TF1 et LCI. « La télé va être très importante. Elle a pris le pouvoir : la campagne est 100 % cathodique », observe un haut responsable PS, oubliant un peu vite le poids des réseaux sociaux. Jusqu'à présent, le débat télévisé, passage obligé de la primaire, était réservé à l'entre-deux-tours de la présidentielle.

C'est en tout cas la première fois que ces candidats vont pouvoir s'affronter sur le fond dans une campagne jusqu'ici quelque peu tronquée, bousculée par les rebondissements judiciaires autour de François Fillon et de Marine Le Pen. Selon les sondages, l'abstention pourrait être plus élevée que d'habitude. Le niveau des indécis est aussi important et le socle électoral le plus solide aujourd'hui est celui de Marine Le Pen. A un mois du premier tour, c'est peu dire que l'enjeu est élevé pour tous. Afin de consolider une avance ou tenter de faire encore bouger les lignes. Selon le sondage Kantar-Sofres pour « Le Figaro » publié dimanche, Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon stagnent à 12 % des intentions de vote au premier tour. François Fillon, en difficulté à 17 %, est nettement distancé par Marine Le Pen et Emmanuel Macron, à égalité avec 26 %. Ce dernier l'emporterait au second tour.

### Une redoutable débatrice

Favori, le candidat d'En marche est celui qui a le plus à perdre. Nul doute que les candidats PS et LR, potentiellement privés de second tour, vont continuer de concentrer leurs attaques sur lui. Nul doute, aussi, que Marine Le Pen, débatrice redoutable, va vouloir, déjà, se placer dans un duel avec lui, qui fait avec cette présidentielle sa première campagne électorale (il n'a jamais été élu) et se retrouve face à des candidats affichant tous des décennies de joutes politiques. Alors même si Emmanuel Macron, qui s'est soigneusement préparé, a tenté de désamorcer les critiques sur son manque d'expérience en matière régaliennne avec une semaine consacrée à ce sujet, il est attendu au tournant. « Macron a fait des progrès dans l'expression médiatique. Jusqu'à présent, il fait de bonnes émissions mais tout seul. Face à d'autres, je ne sais pas », lâche un membre du gouvernement.

La partie sera d'autant plus rude que Jean-Luc Mélenchon, à égalité avec lui, va tout faire pour tenter de montrer qu'il est, lui, le véritable candidat de la gauche. — G. de C., I. F., P.-A. F. et G. P.

### Onze candidats qualifiés

Ils sont onze à avoir franchi la barre des 500 signatures obligatoires, a annoncé le Conseil constitutionnel samedi. Le candidat de droite François Fillon a ainsi obtenu 2.953 signatures, profitant malgré ses démêlés judiciaires du réseau des Républicains. Derrière, viennent le socialiste Benoît Hamon (1.717), Emmanuel Macron (1.548), le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan (672), le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon (666), Nathalie Arthaud pour Lutte ouvrière (623) et la présidente du FN Marine Le Pen (618). Philippe Poutou (NPA), Jean Lassalle et le souverainiste et europhobe François Asselineau ont aussi franchi l'obstacle. « Indigné » de ne pas avoir été convié à participer au débat, Nicolas Dupont-Aignan, dont le Conseil d'Etat a rejeté le recours, considérant que son absence ne contrevient pas au « principe d'équité », a quitté le plateau du « 20 Heures » de TF1 samedi soir.

associé à l'ESCP Europe

## bérale dans cette campagne reste très timide »



Jean-Marc Daniel est économiste. Photo Bruno Delessard/Challenges/REA

**Décelez-vous un nouveau clivage ?**  
On trouve des tenants du programme patronal chez Macron et chez Fillon. Les pourfendeurs du virage de 1983 se recrutent, eux aussi, chez Le Pen et Mélenchon, voire Hamon. Pour Le Pen, le cli-

vage « mondialistes contre patriotes » a pris le dessus. Pour Macron, ce sont les progressistes contre les conservateurs. Ce sont des visions assez caricaturales, mais elles traduisent quelque chose de vrai, même si elles ignorent l'électorat de Fillon.

### Quels sont les problèmes économiques urgents à régler ?

Le premier, c'est évidemment le chômage et il y a une spécificité française en la matière. Etant donné le cycle économique, le taux de chômage devrait approcher 6 % à 7 % en France. Or il est entre 9 % et 10 %, ce qui prouve qu'il existe un socle structurel du chômage. Or, pour faire baisser ce socle, la France s'appuie de façon continue sur la demande via des prestations sociales. C'est là le deuxième problème : l'Hexagone fait face à des déficits jumeaux, c'est-à-dire un déficit budgétaire et un déficit commercial. Le troisième problème découle des deux premiers : il faut à la fois réduire le déficit budgétaire et baisser les impôts, ce qui passe par une réforme de la fiscalité. Aujourd'hui, la fiscalité est ubuesque.

### Ces problèmes ont-ils été correctement abordés au cours de la campagne ?

Chacun a essayé d'y répondre à sa manière. Ceux qui regrettent le virage de 1983 considèrent que la dévaluation va dynamiser les exportations. La dette sera résorbée par l'inflation et le problème du chômage sera résolu par les créations d'emplois chez les exportateurs. Fillon, lui, se soucie moins des déficits que du chômage. Pour lui, c'est la baisse des prélèvements sur les entreprises qui donnera une bouffée d'oxygène leur permettant

de créer des emplois. Quant à Macron, il s'attaque à la fiscalité en voulant supprimer la taxe d'habitation, mais il ne va pas jusqu'au bout de la logique puisque 20 % des ménages continueront à la payer.

### « Macron tente une synthèse sociale-libérale. Mais celle-ci est craintive, elle avance masquée. »

### Avez-vous vu des idées nouvelles émerger ?

Chez Macron, il y a cette idée autour de l'Unédic. Pour lui, le paritarisme est en fin de vie. C'était un mode de gestion efficace dans une société industrielle. Et en France, c'est quelque chose de nouveau. Ensuite, l'idée que le pays doit améliorer la productivité de la fonction publique est intéressante, mais elle tourne trop autour du nombre de fonctionnaires. Or, sans revoir les missions de l'Etat, ce sera une réforme sans lendemain. Hamon est le candidat le plus original. C'est le lanceur d'idées de cette campagne, le poil à gratter qui tente de faire des propositions atypiques pour se démarquer de Macron. Mais certaines idées intéressantes, comme le revenu universel ou la réforme fiscale, ont été utilisées d'une manière purement publicitaire. Son discours est même assez confus sur ces deux points. ■